

WAITE, P. B., *The Charlottetown Conference*. Société historique du Canada (brochure no 15), Ottawa, 1963. 28 p. Bibliographie, sommaire.

Jean-Pierre Wallot

Volume 18, Number 2, septembre 1964

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/302370ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/302370ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Wallot, J.-P. (1964). Review of [WAITE, P. B., *The Charlottetown Conference*. Société historique du Canada (brochure no 15), Ottawa, 1963. 28 p. Bibliographie, sommaire.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 18(2), 285–287. <https://doi.org/10.7202/302370ar>

WAITE, P. B., *The Charlottetown Conference*. Société historique du Canada (brochure no 15) : Ottawa, 1963. 28 pages, bibliographie sommaire.

A Charlottetown, en septembre 1864, on ne devait débattre qu'une seule question : l'union des provinces maritimes, un projet mort-né de l'avis des intéressés. La conférence elle-même n'eut lieu qu'à la suite d'une intervention impromptue du Canada-Uni. A l'été, ce dernier s'était invité afin de soumettre aux délégués des Maritimes, des propositions visant à l'établissement d'une Confédération de toutes les colonies du British North America. C'est qu'il tanguait au milieu de nombreuses difficultés politiques et économiques, sans parler des relations tendues avec les Etats-Unis. Tout militait en faveur d'une union générale des colonies. La présence canadienne-française lui imprima un caractère fédéral.

Les Maritimes se choisirent donc des délégués. Les journaux y avivèrent les discussions et renseignèrent la population. Mais on se méfiait des Canadiens, jugés dangereux (rébellion

de 1837, incendie du Parlement en 1849) et retors (violation d'accords à propos de l'Intercolonial). La décision du Canada de défrayer seul le coût de tout l'arpentage préliminaire du chemin de fer tant rêvé, et la visite d'une centaine de personnalités canadiennes en Nouvelle-Ecosse et au Nouveau-Brunswick, au mois d'août, amorcèrent un revirement d'opinion. Des liens fraternels venaient de se créer: la conférence de Charlottetown en tisserait de plus durables.

A l'ouverture de la conférence, le 1er septembre, les délégués des Maritimes ne purent s'entendre sur un projet d'union de leurs provinces. Aussi invitèrent-ils les Canadiens à présenter leurs propositions. Macdonald et Cartier martelèrent leurs idées motrices: avantages indiscutables d'une Confédération; appel à une vocation nationale, à des horizons vastes et séduisants à côté des intérêts provinciaux, limités et mesquins; possibilité prochaine d'une fédération, si les délégués présents le voulaient. Les deux chefs canadiens esquissèrent les grandes lignes du "Canadian scheme", déjà mis au point par le cabinet canadien. Macdonald aurait souligné la primauté du pouvoir fédéral, Cartier, la nécessité, pour les Canadiens français, de conserver leurs lois et leurs institutions.

L'intervention de Galt fut décisive. C'est lui qui, de façon magistrale, traita des nombreux problèmes financiers: égalisation des dettes provinciales, leur transfert au gouvernement fédéral, concession de subsides fédéraux aux provinces, problème des grands propriétaires terriens de l'Ile-du-Prince-Edouard, etc. George Brown débroussailla la question constitutionnelle, c'est-à-dire la répartition des pouvoirs entre les deux paliers gouvernementaux, la nomination des juges, etc. Dès le 10 septembre, on semblait d'accord sur une liste des pouvoirs fédéraux, presque identique à celle que l'on dresserait à Québec — à l'exception des droits de désaveu et de nomination des lieutenants-gouverneurs par le pouvoir central, droits consentis à Québec. Finalement, à l'unanimité, les délégués convinrent de l'opportunité d'une Confédération, si on pouvait s'accorder sur les modalités. Les réunions subséquentes à Halifax, St-Jean et Frédéricton allaient confirmer davantage cette opinion. Le 16 septembre, tous ces Messieurs se quittèrent avec rendez-vous à Québec pour le 10 octobre.

Les délégués des Maritimes affronteraient de nombreuses critiques dans leurs provinces respectives. Mais ils avaient le vent dans les voiles. La conférence de Charlottetown avait déclenché un mouvement quasi irréversible vers la Confédéra-

tion. Elle avait tué le projet d'union des provinces atlantiques, en plus d'injecter aux participants le virus d'un nationalisme pan-canadien. Elle constituait un triomphe *canadian*, une victoire d'une ampleur inespérée. La conférence de Québec ne ferait que préciser et compléter les décisions capitales prises à Charlottetown.

L'auteur de la brochure, un spécialiste bien connu des années précédant la Confédération, a su décanter les débats et en dégager les lignes de force. Pourtant, jamais le lecteur ne s'ennuie. Car M. Waite ne brasse pas des idées: il ressuscite des hommes incarnés, s'arrête ici et là à des détails intéressants et utiles. Les puristes se gendarmèrent peut-être devant ses descriptions de banquets gargantuesques et de bals, ou devant l'importance qu'il leur confère — ainsi qu'au champagne — dans l'éclosion d'un climat fraternel favorable à la "contagion confédérale". En fait, rien de plus naturel ni de plus normal. L'énumération en appendice des délégués qui ont participé à la conférence, ramène à des proportions plus modestes le rôle qu'y auraient joué les Canadiens français: sur vingt-trois délégués, vingt et un étaient de langue anglaise.

Bref, une brochure bien charpentée, une précieuse synthèse. Tout au plus regrettera-t-on l'historique trop sommaire et incomplet de l'idée fédérale, avant 1867. Et à la page 18, un paragraphe ambigu laisse supposer que Cartier et Langevin ont bataillé, à Charlottetown même, en faveur de pouvoirs provinciaux plus étendus que ceux déjà prévus par le projet *canadian*. C'est peu probable: ils avaient déjà souscrit au plan du cabinet bien avant la conférence. D'ailleurs, dans des discours subséquents, Cartier ne dissimula pas son opinion qu'il fallait certes des provinces, mais aussi un gouvernement central fort (voir Edward Whalen, *Union of the Provinces* (nouvelle édition, Gardenvale, 1927), pour ces discours.)

JEAN-PIERRE WALLOT,
Département d'Histoire,
Université de Montréal.